

Rwanda : après les massacres d'août

La majorité des réfugiés burundais sont rentrés chez eux

Catherine Simon

Le Monde, 20 décembre 1988

L'immense majorité des paysans burundais, réfugiés au Rwanda après les massacres interethniques du mois d'août, sont, aujourd'hui, rentrés chez eux. Selon la délégation du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) à Kigali, le nombre de Burundais recensés dans l'ensemble des camps de la région de Butare s'élevait, à la mi-décembre, à trois mille quatre cent soixante-trois personnes au lieu des quelque soixante-trois mille comptabilisés en septembre. Sur les cinq sites d'accueil installés au départ, deux ont été fermés.

Il semble cependant que le retour des réfugiés donne lieu à des incidents. Plusieurs dizaines d'entre eux, rentrés au Burundi, ont repassé la frontière durant ces deux dernières semaines. Le HCR estime à seulement « *une vingtaine* » le nombre de ces « *réfugiés-bis* ». Les responsables de la Croix-Rouge belge parlent, eux, de « *soixante à soixante-dix personnes* ». Dans les milieux chrétiens, on avance le chiffre beaucoup plus précis de trois cent vingt-huit personnes revenues au Rwanda pour échapper aux représailles de l'armée burundaise.

Selon des témoignages recueillis auprès de ces « *nouveaux* » réfugiés, plusieurs paysans de l'ethnie hutue auraient été assassinés au cours de raids nocturnes. D'autres auraient été arrêtés et emprisonnés dans le sud du pays. Enfin, l'armée burundaise qui reste dominée par l'ethnie minoritaire des Tutsis patrouillerait sans relâche le long de la frontière pour prévenir tout déplacement de population.

Bien qu'inquiétantes, ces informations, démenties par le gouvernement burundais, doivent être considérées avec la plus grande prudence : « *Nous ne disposons, actuellement, d'aucun élément qui nous per-*

mette de confirmer ou de démentir ces témoignages » indiquent, en substance, les organisations humanitaires concernées. La Croix-Rouge rwandaise affirme, quant à elle, « *ne pas être au courant de ces rumeurs* ».

Lors d'une récente conférence de presse à Nairobi, le premier ministre du Burundi, M. Adrien Sibomana d'origine hutue comme plus de la moitié du nouveau gouvernement désigné fin octobre s'était montré extrêmement serein concernant l'avenir de son pays. Tout en admettant qu'une soixantaine de personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur les massacres perpétrés dans le nord du Burundi, M. Sibomana a défendu le rôle joué par l'armée au cours des « *événements* » du mois d'août. Il semble qu'aucun militaire ne figure dans la liste actuelle des suspects emprisonnés.